

72% de la population ont apporté leur soutien à la pétition demandant le retrait de la police

Les antinucléaires de Plogoff dans le dédale des partis

Plogoff (envoyé spécial)

Pas le moindre heurt lundi soir à Plogoff qui avait vécu sous le soleil sa première journée un peu calme depuis dix jours. Seul changement notable : les gendarmes ont émigré d'un bout à l'autre du bourg et se sont installés sur le bout de route désaffecté au pied du calvaire de Trogor. Dimanche dans la soirée, les initiateurs de la pétition demandant le départ des forces de police et des mairies annexes « avant que n'intervienne l'irréparable » ont fait leurs comptes. Sur 1.900 inscrits des listes électorales de la commune, 1.370, soit 72 %, sont venus apporter leur signature au bas du texte.

A 15 heures, lundi après-midi, trois habitants sont allés porter les listes de signatures au préfet de Quimper, Pierre Jourdan, avec une lettre expliquant leur démarche. « *De l'extérieur, on a trop tendance à nous prendre pour des anarchistes et des révolutionnaires. Ceci est complètement démenti par cette pétition apolitique et non violente signée par presque toute la population* ». Le préfet qui les a reçus pendant une heure a toutefois opposé une fin de non recevoir à leurs demandes.

La situation reste donc tendue et on attendait lundi soir avec inquiétude l'éventuelle arrivée d'un patrouille de gendarmes qui pourrait encore être perçue comme une provocation par la population et déclencher une violente riposte.

Depuis le début des événements de Plogoff, les habitants revendiquant chaque jour le droit de rester maîtres sur leur sol ont au moins appris une chose : si leur combat semble concerner la large frange de la population bretonne opposée au développement de l'industrie électro-nucléaire, ce que 20.000 personnes sont venues dire avec eux lors de la marche du 3 février, il n'en est pas de même des grands partis politiques que le problème de Plogoff gêne manifestement.

Les partis majoritaires (UDF, RPR) ont décidé de jouer à fond le jeu de l'EDF et tenté de faire le maximum pour que le projet de Plogoff soit admis par la population. Fer de lance de cette action, le RPR Guy Guermeur, député de Douarnenez qui, avec l'appui de l'EDF et à travers « le contrat de pays » de son « association de développement du pays d'Armor » a cherché à faire miroiter les avantages financiers considérables de l'implantation d'une centrale nucléaire. Lundi, avec les autres élus majoritaires du Finistère, il a protesté contre les événements des derniers jours en attaquant les responsables des incidents : « *Chacun retrouve là les procédés en usage dans les pays fascistes pour attaquer la démocratie en neu-*

tralisant par la peur une majorité silencieuse ». On ne peut être plus clair.

Quant aux partis de gauche, ils ont depuis de longs mois une attitude ambiguë qui peut se résumer facilement : ils ne sont pas d'accord pour une centrale à Plogoff mais admettent qu'ailleurs il ne convient pas de rejeter en bloc le nucléaire... Ce qui met parfois les représentants locaux du PS et du PC dans d'inconfortables positions. D'autant plus que Plogoff, depuis très longtemps, est une des deux ou trois communes du Cap Sizun qui a le « cœur à gauche ».

Ainsi, Jean-Marie Ke-reoc'h, le maire de Plogoff, apparenté PS, est incapable sur le terrain de justifier la politique des responsables socialistes nationaux. Il s'est trouvé récemment des militants du PS de Plogoff qui, reprochant à leur

parti ses positions en faveur du nucléaire, ont publiquement déchiré leur carte. Même problème pour les adhérents du PC : déjà échaudés, l'an dernier, par les déclarations de Georges Marchais, justifiant la construction de la centrale à Plogoff, ils n'ont pas apprécié la prise de position, au début de l'enquête d'utilité publique, de la fédération communiste du Sud-Finistère dénonçant « les antinucléaires instaurant un climat de haine et de violence qui ne permet pas au débat démocratique de se dérouler ».

Michel Mazeas, le maire communiste de Douarnenez m'a confirmé cette position. Rejetant « à titre personnel » le projet de la centrale de Plogoff, « en raison de son aspect excessivement dangereux » et regrettant « qu'on n'ait pas développé une recherche fondamentale suffisante »,

il ajoute cependant qu'il est « contre la violence » : « *De toute façon, dit-il, on ne me fera jamais défilier à Plogoff devant une pancarte « Plogoff-Kaboul même combat ». Je trouve déplorable que la population fasse des assimilations et des amalgames pareils* ».

Pour les habitants de Plogoff, la situation est donc désormais très simple et ils savent qu'ils n'ont pas de soutien à attendre de la classe politique. « *Ils nous ont tous trahis* », dit-on au comité de défense. Et, reprenant un mot qu'emploient souvent actuellement ceux de Plogoff, une femme précise qu'ils sont « apolitiques ». Elle ajoute : « *On n'est pas remplis de haine et de violence comme ils disent, on est seulement antinucléaires. Ça nous suffit bien pour l'instant* ».

Yann KERMOR